



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, le 30 janvier 2019 à Kinshasa

La première conférence de presse de l'année 2019 de la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Leila Zerrougui, était modérée par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous et bonne année puisqu'en fait il s'agit de notre premier rendez-vous en 2019. Soyez les bienvenus dans cette conférence de presse spéciale des Nations Unies en République démocratique du Congo. Il s'agit en effet d'une conférence de presse entre vous, journalistes présents ici à Kinshasa et à Goma, et la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Cheffe de la MONUSCO, Mme Leila Zerrougui.

Avant de lui donner la parole, je souhaiterais vous apporter quelques informations sur le déroulé de cette conférence. Nous sommes ensemble pour environ 45 minutes. Mme Zerrougui va tout d'abord partager avec vous quelques remarques et puis ce sera la session des questions et des réponses.

Nous sommes tous prêts, j'imagine, ici à Kinshasa et à Goma. Vos téléphones, sont je l'espère, en mode silencieux. Madame la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Chef de la MONUSCO la parole est à vous !

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] : Merci beaucoup Florence. Permettez-moi d'abord de vous dire bonne année, de vous souhaiter la bienvenue dans nos installations, de vous dire que j'aurais aimé vous voir plus tôt, malheureusement les événements dans votre pays nous ont absorbés pendant cette période. Mais comme vous le savez aussi, on était très présent dans ce processus.

Donc bonne année, j'espère que l'année 2019 sera l'année de la stabilité, de l'unité et du démarrage vers un avenir meilleur, le développement de ce pays, la construction des relations avec aussi le reste du monde, avec les voisins qui vont vous permettre de continuer le processus de construction de l'Etat, l'Etat national, l'Etat moderne de la République démocratique du Congo, l'Etat que Lumumba souhaitait, pour lequel il est décédé.

Donc, j'espère que, comme je dis à chaque fois, quand j'ai eu la chance de venir dans votre beau pays, je serai au moins témoin de ce processus. Je sais que ce n'est pas toujours linéaire, la construction de l'Etat, ce n'est jamais comme cela, ce sont des petites avancées.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Et donc, à chaque fois, il faut évaluer le progrès, regarder ce qui reste à faire, faire aussi une rétrospective pour dire qu'est-ce qu'on aurait dû mieux faire, comment la prochaine fois ne pas refaire les mêmes erreurs. Et c'est cela. Comment je vois personnellement ce qui vient de se passer ?

Je pense qu'en dépit de tous les griefs que chacun de vous peut avoir, peut-être les insatisfactions des uns, la joie des autres, etc.

Je pense que nous étions témoins d'une période historique de votre pays. Nous avons vécu des moments difficiles, des moments d'angoisse, d'inquiétude, de préoccupation, sur qu'est-ce qui va se passer, comment va être le lendemain, etc.

Je pense que-, je tiens à le dire devant vous, même si vous n'êtes pas d'accord avec moi, je le dis quand même-, je pense que le peuple congolais a démontré une maturité extraordinaire. Je pense que le peuple congolais a été patient avec son élite, avec ses représentants politiques avec ses institutions. Il a été patient, il a aussi été, de mon point de vue, conscient des enjeux, des risques et de l'importance de ce qui est en train de se passer dans ce pays. Et il a été à la hauteur de défis. Et cette dimension historique va aussi impacter les étapes futures et nous avons tous la responsabilité de faire en sorte que cette étape soit accompagnée et que nous jouions un rôle positif pour aider les Congolais à construire ce qui est le fondement de l'Etat-nation, de l'Etat moderne congolais.

Je devais vous voir hier, mais je viens aujourd'hui parce que hier j'ai rencontré, pour la première fois, le nouveau Président de la République dans ses nouvelles fonctions, pour échanger avec lui, pour aussi lui dire que la MONUSCO qui est un partenaire des institutions de la République, du Gouvernement congolais, et nous mettons à notre disposition nos capacités pour appuyer la RDC là où les nouvelles autorités décideront que ce sont leurs priorités. Donc, c'était pour moi important, c'est aussi une période, comme vous le savez, où on a aussi une délégation du Conseil de sécurité qui vient pour examiner le futur mandat de la MONUSCO. Ce soir, je briefe le Conseil de sécurité et en mars, nous aurons le nouveau mandat.

Donc, c'était aussi important pour moi d'alerter les autorités sur cela pour qu'elles puissent aussi nous dire ce qu'elles pensent et puis, je pense que la délégation du Conseil de sécurité va rencontrer les autorités quand elle reviendra de l'est [du pays] le samedi certainement. C'était important d'avoir cette réunion.

J'ai aussi aujourd'hui rencontré M. Fayulu, l'autre candidat [présidentiel] de l'opposition et aussi pour continuer à jouer le rôle que je joue avec toutes les parties prenantes en RDC, d'accompagner ce processus et d'aider à ce qu'on ait une opposition aussi constructive, qui peut jouer un rôle positif. J'ai eu des discussions [avec lui], le positionnement aujourd'hui. Je crois qu'ils vont avoir une réunion dans deux ou trois jours. Je crois que samedi ils [membres de l'opposition] vont s'adresser à la population.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Donc c'est aussi un processus, accompagner et s'assurer, comme vous le savez, c'est très important que les Congolais, quelles que soient leur position, leur posture, la légitimité de leur action, c'est surtout de le faire de façon paisible, d'avoir des relations civilisées entre partenaires, et c'est quelque chose que j'ai essayé de plaider. J'espère qu'avec le temps, on y arrivera.

Voilà un peu pour ces remarques préliminaires. Je me mets bien évidemment à votre disposition pour surtout répondre à vos questions et vos préoccupations. Je sais que j'ai eu beaucoup plus de critiques que des mots gentils sur le net mais je trouve que c'est normal, c'est une période qui était tellement passionnelle et passionnée pour vous, donc je ne le prends pas personnellement et je ne tiens rigueur à personne. Donc, n'hésitez pas à dire ce que vous avez à dire. On est là pour échanger et c'est votre opportunité.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Madame, sans tarder nous commençons avec la session des questions et des réponses.

Question 1

Néphthalie Buamutala/ RTGA : J'ai deux petites questions. La première, le Gouvernement, par le biais du Ministre de la Défense, vous avait saisi officiellement, vous demandant votre appui, l'appui de la MONUSCO dans la traque des rebelles qui seraient en train de planifier une attaque contre le Rwanda à partir du Sud-Kivu. Qu'est-ce que vous avez répondu au Gouvernement ?

La deuxième, vous l'avez dit, quelle sera votre collaboration avec le nouveau régime, quand on sait qu'avec l'ancien, vers la fin, les relations étaient presque tendues ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] : Merci beaucoup. D'abord, je pense qu' [à propos de] cette lettre, je suis étonnée de voir que les gens accordent de l'importance particulière à cette lettre. Moi, je reçois des lettres du Ministère de la Défense régulièrement. Nous travaillons ensemble. Nous avons un accord technique de collaboration entre les FARDC et la Force de la MONUSCO. Nous menons des opérations offensives ensemble contre l'ADF.

Nous avons des morts de deux côtés, nous avons ramassé des cadavres et des blessés des deux côtés. Nous sommes des partenaires.

Oui, j'ai reçu cette lettre, je ne l'ai pas reçue hier, je l'ai reçue avant même l'annonce des résultats [des élections]. Dans le cadre du travail que nous menons, il y a eu des mouvements d'un groupe armé qui se déplaçait du Nord-Kivu vers le Sud-Kivu.

L'attitude très positive et très responsable des autorités congolaises, c'était nous avons eu cette information, on a des groupes armés qui se déplacent, ils se déplacent avec des familles, avec des

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

réfugiés, avec des enfants et nous voulons nous assurer : un, nous ne voulons pas, nous Congo, être une base arrière pour déstabiliser des voisins.

C'est une attitude extrêmement positive que nous devons tous saluer. Nous ne voulons pas de cela et nous voulons l'appui de la MONUSCO pour que la réponse qui peut être amenée, on utilise tous les moyens.

Cela veut dire quoi ? D'abord il faut éviter que des enfants, des familles, des réfugiés ne soient impactés si on mène une opération offensive. Ce n'est pas évident, n'est-ce pas ?

Deuxième chose importante, c'est que nous devons essayer de demander à ces gens de déposer les armes et on peut les rapatrier, et c'est ce qu'on est en train de faire. On est en train de travailler. On a demandé à nos équipes, nos militaires et notre équipe de DDRRR, et on travaille en collaboration avec les autorités congolaises. Et nous avons même alerté les autorités rwandaises. Ça, c'est quelque chose de tout à fait normal, il n'y a rien d'exceptionnel, sauf que cela démontre la volonté du Gouvernement congolais de ne pas être complice d'une menace qui pourrait affecter un pays voisin. Donc, ça, c'est pour la première question.

La deuxième question, je pense que nous [aurons] un nouveau Gouvernement qui va bientôt définir ses priorités par rapport aux étapes à venir. Nous devons nous inscrire dans cette nouvelle perspective. Il y a des opportunités qui se présentent, que les Congolais vont mener avec les nouvelles autorités, nous sommes là pour appuyer.

Je vous donne un exemple, le fait que vous avez des groupes armés qui manifestent l'intérêt de déposer les armes. C'est une opportunité qu'on ne doit pas laisser passer. Donc, on doit se concentrer sur cela et travailler pour nous assurer que cette étape nouvelle avec tout ce qu'elle peut avoir, on doit saisir les opportunités. C'est pour cela que j'ai rencontré hier le Président pour lui dire, on est à votre disposition, dites-nous qu'est-ce qu'on peut faire ensemble. On va travailler ensemble dans le cadre du prochain mandat et on verra.

Je ne crois pas qu'on est dans une logique tendue plutôt que de main tendue et on va travailler ensemble. J'espère que j'ai répondu à votre question.

Question 2

Christiane Ekambo/ Journaldesnations.net : Mme la Représentante spéciale, effectivement il y a eu une situation tendue entre vous et le Gouvernement congolais juste pendant les élections et puis maintenant on voit que cela se décante.

Il y a eu un acteur principal, il y a eu la CENI mais il y a eu quand même le Président de la République qui a été très flexible à toutes les recommandations au niveau international, on l'appelle « Père de la démocratie congolaise », que dit la MONUSCO ? Qu'est-ce que la MONUSCO en pense ?

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

En ce qui concerne la situation de Yumbi, est-ce que vous pouvez nous dire aujourd'hui quelle est la situation avec la découverte des fosses communes ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Merci beaucoup. Vous savez, j'ai toujours dit que les relations entre une Mission de maintien de la paix et un gouvernement, c'est un peu comme dans une famille, on n'est pas toujours d'accord, et parfois on est en tension. Je n'ai pas personnellement perçu les rapports tendus comme des rapports de rupture. Ça, je ne les ai jamais perçus. Vous savez que j'avais toujours eu accès aux autorités. Que ce soit le Président, que ce soient le Premier ministre, les ministres, les militaires. On a signé l'accord technique au niveau militaire pour travailler ensemble.

Le Gouvernement congolais a dit : je vais organiser mes élections seul, je ne veux pas d'appui logistique de la MONUSCO. Moi je ne l'ai jamais pris [négativement]. Je vous avais dit que je serai la première à l'applaudir, je ne l'ai pas pris négativement, je considérais que c'était une volonté de pouvoir s'émanciper, [plutôt que] de dépendre toujours de l'aide internationale pour organiser des élections. C'est un acquis pour le Congo. On peut critiquer certaines choses mais on dit que quand même une étape importante a été franchie.

Comment le Président Kabila sera considéré ? Moi je dis, je laisse les Congolais prendre du recul, dire est-ce que cette étape a été une étape extraordinaire, une étape qui n'a pas été bien ficelée. Ça, je laisse aux Congolais [décider], je suis mal placée pour qualifier, j'ai eu une relation, un partenariat positif, malgré toutes les difficultés dans une période de tension incroyable avec le Président Kabila et avec son équipe. J'espère que j'aurai encore plus de collaboration avec les nouvelles autorités. Et je laisse les Congolais décider par rapport à cela.

En ce qui concerne Yumbi, vous savez, on a voulu justement que tout le monde soit informé parce que ce qui s'est passé était grave. Ce n'était pas des attaques entre des forces gouvernementales et une population, ou entre des groupes armés. C'est vraiment un conflit entre communautés et qui a été meurtrier. On a dénombré 850, 900 peut-être 1 000 personnes tuées. C'est quand même une violence inouïe entre des communautés qui se sont côtoyées tout le temps.

On a vu le niveau de destruction, on a vu le fait que la population a fui et a traversé le fleuve parce qu'il n'y avait plus de possibilité pour elle. Et c'était une zone isolée, il n'y avait pas une présence militaire forte, l'administrateur lui-même a été assassiné.

Donc il faut absolument qu'on se penche sur ce qui s'est passé et qu'on essaie de travailler : humanitaires, autorités et autres acteurs y compris nous-mêmes pour justement contenir ce qui s'est passé, et pour faire en sorte que cela ne dégénère pas, qu'on ne se retrouve pas avec une situation comme ce qui s'était passé dans le Kasai, de faire en sorte que les gens reviennent chez eux, qu'ils aient une prise en charge, une réconciliation, que des communautés qui ont été meurtries.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Vous avez dit le mot « fosses communes », je voudrais encore ici, je n'arrête pas de le dire, et j'ai cette opportunité, merci de me le dire, il n'y a pas de fosses communes, il y a des « tombes » ou plusieurs personnes ont été enterrées. La connotation de fosses communes, cela veut dire qu'on a exécuté [de manière] extra-judiciaire des gens, peut-être par des forces gouvernementales, et on essaie de camoufler et on met dans des fosses communes pour ne pas identifier les gens. Ce n'est pas le cas.

C'est juste que les gens ont essayé de couvrir les cadavres, de ne pas les laisser exposer au sein de la ville, peut-être [pour ne pas être] mangés par les animaux. Donc, c'est une action humanitaire.

Les gens ont juste enterré les gens juste enterré les cadavres là où ils sont, c'est d'ailleurs dans la ville. Donc ce n'est pas quelque chose qu'on découvre à l'intérieur dans un endroit caché.

S'il vous plaît, ne dites pas « fosses communes », c'est tout simplement des tombes communes où on a enterré beaucoup de gens, c'était pour respecter et [rendre] l'hommage qu'on rend aux morts. Les gens sont tués dans la ville, enterrés comme cela, j'espère qu'un jour on leur fera des vraies sépultures et leur rendra hommage.

Nous avons déployé les militaires, -comme vous le savez, c'est une zone où la MONUSCO n'était pas là. Nous avons déployé les militaires, hier ils devaient quitter, je leur ai dit non, restez encore.

Nous voulons vraiment accompagner le processus : de retour des populations, de prendre en charge la situation sur place ; aider à ce que les élections se tiennent en mars, mais plus important, je dis qu'on a besoin d'un geste symbolique, et pour moi le geste symbolique, c'est qu'on essaie très vite de reconstruire l'école. Et je vais vraiment tout faire pour qu'on reconstruise l'école rapidement, pour encourager les parents à revenir chez eux. Voilà ce que j'ai à dire pour le moment.

Question 3

Papy Okito/ Echos d'opinion (Goma): Ma question s'adresse à Mme Zerrougui. Madame, par peur du Gouvernement Kabila, vous avez choisi de garder silence, d'écarter même la presse partenaire de la MONUSCO et nous priver même de l'information. A Goma, par exemple, on avait des briefings pendant la semaine et ces briefings que l'armée faisait et ces briefings aidaient la population à comprendre ce qui se passe dans la province.

Et avec votre « attachée de presse », vous avez supprimé ces briefings. Et même les conférences, vous avez réduit de deux par semaine à un par mois.

Vraiment Madame, nous avons besoin de l'information, est-ce que vous allez continuer dans cette logique cette année ou nous aurons à bien collaborer ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Vous voyez, je suis accusée d'avoir brimé la presse. Je voudrais d'abord souligner que nous étions dans une période [où] je n'ai pas pris les décisions parce que j'avais peur. Au contraire, c'est très facile pour

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

moi de laisser les choses aller dans tous les sens, et moi je ne réagis pas, c'est plus facile. C'est plus difficile de dire, de mettre un peu d'ordre parce que je ne veux pas- je l'ai dit et répété mille fois que nous sommes déployés dans ce pays pour l'aider à se stabiliser et non pas à le déstabiliser.

Et donc, pour moi, c'était important de laisser les Congolais interpréter leur situation et la gérer sans qu'on donne l'impression que quelque chose qui est dit par un staff devienne la position de la MONUSCO. C'est cela que je ne voulais pas. Je ne voulais pas que quelqu'un qui parle à Goma qui dit quelque chose et puis, les gens disent la MONUSCO a dit et moi, je ne suis pas d'accord avec ce qu'il a dit.

Et donc, c'était pour moi important de calmer le jeu pendant cette période sensible où chaque mot peut donner une situation que moi je ne pourrai pas gérer après. Et donc, je voulais laisser l'espace aux Congolais. Il y avait une opposition qui était présente, il y avait une majorité, il y avait une société civile qui était dynamique qui se battait et je me suis dit : on n'a pas le droit [de déstabiliser]. Même les Congolais qui travaillent à la MONUSCO et c'était cela mon défi, c'est qu'étant Congolais, vous avez le droit de vous positionner dans les actions politiques de votre pays, c'est légitime, c'est normal. Mais étant fonctionnaires des Nations Unies, vous êtes tenus à la neutralité.

Et donc, c'est un exercice très difficile. J'ai essayé de gérer cette difficile contre mes propres principes. Je me suis battue toute ma vie pour les droits de l'homme mais je me dis, on n'a pas le droit de venir déstabiliser la RDC. Nous laissons les Congolais entre eux. Il y a suffisamment de médias, il y a suffisamment de gens, l'opposition s'exprime, tout le monde s'exprime et on essaie de faire le plus important, c'est-à-dire les bons offices, c'est-à-dire aller dire à chacun ce qu'on ne lui dit pas publiquement parce qu'il ne va jamais l'accepter mais de le lui dire en tête-à-tête, de lui dire vous n'avez pas le droit de faire cela, ce n'est pas votre intérêt, ça ce n'est pas bien. Mais on le fait sans témoin. Et on n'a pas besoin de prendre la vedette, ce n'est pas notre rôle.

Nous sommes là pour appuyer la RDC, pour renforcer ses capacités et pour l'autonomiser parce qu'on est là pour faire que ce processus arrive [à son terme]. Et si on est aujourd'hui ici, c'est grâce à tout ce travail qu'on a fait ensemble.

Donc, je n'ai pas pris cette décision de gaité de cœur, mais je pense que c'était nécessaire. Nous allons discuter [quand] je viendrai à Goma et on va voir [la possibilité] de reprendre le processus de communiquer sur les questions locales, régionales, et ce qui est important à Goma, communiquer à la population les choses qui sont nécessaires, on n'a pas d'objection. Ce qui était difficile, c'est qu'on avait quand même un enjeu où la Mission devait avoir une seule position. Elle [la porte-parole] ne pouvait pas parler sans qu'elle ne passe chez moi, dans mon bureau et que je lui dise ce que je veux qu'on dise parce que pour moi, c'était important de ne pas déstabiliser le processus. J'espère que vous comprendrez, ce n'était pas pour brimer la presse ou pour l'empêcher de s'exprimer.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 4

Bienvenu Bakumanya/ AFP : Mme Zerrougui, dites-nous s'il y a eu des attaques des positions rwandaises menées à partir du territoire congolais.

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Alors, je peux vraiment affirmer qu'on n'a pas de notre côté, dans le cadre de tout ce que nous sommes en train de faire à l'est, nous n'avons aucune information qui dit qu'à partir du Congo, on a attaqué le Rwanda. Ça, je n'ai pas cette information, je l'affirme et je confirme.

Question 5

Mathy Musau/ Forum des As : Si Madame peut nous préciser la mission exacte de la délégation du Conseil de sécurité ici à Kinshasa et l'opportunité de cette visite ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

La visite du Conseil de sécurité, c'est une visite normale. Elle se fait chaque année avant qu'on décide du renouvellement du mandat de la MONUSCO. On revoit une visite au niveau technique représentant les pays, dirigée par celui qui tient le « stylo », c'est-à-dire la France avec les autres partenaires.

Nous avons reçu des représentants de sept pays sur les quinze qui sont venus et sont partis à l'est parce que dans le cadre des prévisions, nous pensons concentrer nos efforts particulièrement là où il y a les groupes armés.

C'est tout à fait normal, c'est juste pour pouvoir nous parler à nous, parler aux militaires, parler au Gouvernement et ramener l'information au niveau de New York pour pouvoir décider quelles sont les priorités du prochain mandat.

Les élections sont terminées. C'était comme vous le savez, l'Accord de la Saint-Sylvestre, les élections [représentaient] une grande part du mandat. Maintenant quelles sont les priorités qui vont rester certainement la protection des civils, certainement continuer à lutter contre les groupes armés mais ils doivent peut-être (les Etats avant de décider) donner d'autres orientations qu'ils vont mettre dans la prochaine résolution.

Question 6

Caleb Kabanda/ Journaliste indépendant (Goma) : Ma question s'adresse à Mme Zerrougui. Vous vous êtes entretenue avec le nouveau Président Félix Tshisekedi. Qu'est-ce qu'il vous a dit exactement ? Qu'est-ce qu'il attend de la MONUSCO ? Sur quoi avez-vous échangé de manière concrète ?

Deuxième question, c'est en rapport avec la demande du Ministère de la Défense pour traquer les éléments FDLR qui se déplacent vers le Sud-Kivu pour attaquer le Rwanda. Vous avez dit que comme ils sont accompagnés de dépendants, des enfants, est-ce que cela veut dire que

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

c'est exclu, vous rejetez cette demande à cause des dépendants qui se déplacent avec les éléments FDLR ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

En ce qui concerne ma rencontre avec le Président, je vous ai dit, d'abord je suis partie le rencontrer, c'était la première fois, un pour le féliciter après sa prise des fonctions et son investiture à la magistrature suprême, lui communiquer aussi que le Secrétaire général [des Nations Unies] a envoyé un message de félicitations qui va lui parvenir, qui a été envoyé à la Mission de la RDC à New York et donc, je l'ai fait.

La deuxième chose, c'était, je vous l'ai dit, nous sommes dans le cadre d'un nouveau mandat : qu'est-ce que les nouvelles autorités souhaitent faire et quelles sont les priorités qui vont être définies pour qu'on puisse les préparer et pouvoir discuter avec le Conseil de sécurité en fonction de cela. Donc, ça c'est quelque chose dont il va charger son équipe pour transmettre ce message au Conseil quand il y aura les réunions. Et puis, pour l'assurer de notre volonté de travailler avec lui. Donc, à ce stade, je ne crois pas que je peux dire qu'on s'est mis d'accord sur un, deux, trois [points], c'est un premier contact. Donc, après, il y a beaucoup d'autres choses importantes pour les Congolais, pour les priorités du Congo.

Ce qui est sûr, c'est que dans son discours, il a été très clair, il l'a répété, il veut une collaboration étroite entre la Forces de la MONUSCO et les FARDC. Il a salué le travail qui est fait par la MONUSCO notamment dans le cadre de la pacification. Donc, je crois que c'est dans ce sens qu'on va essayer de travailler ensemble.

La deuxième question par rapport à [la demande du Ministère de la Défense], je pense qu'il faut remettre les choses clairement. Je n'ai pas dit qu'il y a des gens qui se dirigent pour aller attaquer le Rwanda. Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, je n'ai pas dit cela. J'ai dit il y a des groupes ex-FDLR, le CNRD qui se sont déplacés du Nord-Kivu vers le Sud-Kivu.

Les informations qu'on a [reçues], c'est qu'ils se déplaçaient parce qu'il y a eu beaucoup de pression sur eux de la part des FARDC, des opérations qui sont menées dans le Nord-Kivu contre eux. On ne sait pas quels sont leurs objectifs, pourquoi ils se dirigent vers le Sud-Kivu. Le ministre a simplement dit « j'ai eu une rumeur qui dit cela. Et je ne veux pas qu'on soit, nous, une base arrière pour des gens qui peuvent avoir cette intention-là ».

Il a demandé l'appui de la MONUSCO, non pas pour aller éradiquer un groupe, il nous a demandé l'appui, on travaille ensemble. Il y a des civils, il y a des dépendants, il y a des enfants, il y a des femmes qui sont, selon le droit international, protégés. Nous allons travailler pour les aider, les séparer si possible des groupes armés, des gens qui sont armés ; les aider dans le cadre d'un processus de rapatriement, si ceci va se faire entre les deux pays. Et puis, les groupes armés, nous sommes en train de leur demander de déposer les armes. Nous travaillons pour cela, pour qu'on puisse les démobiliser et les aider à aller dans leur pays.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Je n'ai pas dit ce que vous venez de dire. Je ne voudrais pas qu'on me [cite] que j'ai dit qu'il y a un groupe qui va aller attaquer et le ministre aussi n'a pas dit ça. Il y a la lettre qui est publiée. Donc voilà, merci.

Question 7

Albert Omba/ Numerica TV : Mme Zerrougui, nous revenons toujours sur ce point de groupes armés qui prétendraient aller vers le Rwanda. Est-ce que quand le Gouvernement a fait la réduction totale du groupe FDLR en disant ceci : « nous avons éradiqué complètement tous les FDLR sont rentrés au Rwanda », la MONUSCO a-t-elle pris part à la vérification de cette remise ou cet envoi des derniers groupes FDLR vers le Rwanda et a pu constater que tous ces gens ont été remis, comme la MONUSCO s'en est occupée depuis plus de 15 ans ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Le rapatriement qui s'est fait, en pleine campagne ou juste avant la campagne, c'est le rapatriement des groupes armés et de leurs dépendants qui étaient dans les camps, c'est-à-dire que ce sont des gens qui se sont déjà démobilisés, ont déposé leurs armes et ils sont restés parce qu'il y avait des difficultés à les rapatrier. C'était le rapatriement qui manquait. Ce sont des gens qui étaient à Kanyabayonga, à Walungu, à Kisangani, et dans la prison de Ngongo. Donc, ce sont ces gens-là qui ont été rapatriés par le Gouvernement congolais qui les a regroupés, emmenés à Goma puis transférés à Gisenyi vers le Rwanda.

Effectivement, il y avait les groupes armés, les anciens membres des FDLR qui se sont rendus, qui avaient déposé les armes depuis plusieurs mois, certains même depuis plus de deux ans et qui ont été effectivement rapatriés. Nous avons, nous-mêmes, fait le suivi pour nous assurer que de l'autre côté, ils sont aussi pris en charge correctement, c'est le processus, cela a été fait.

Donc, oui mais je ne dis pas que tous les combattants FDLR qui sont dans la brousse ont été rapatriés, ça, ce n'est pas vrai. Il y a encore, la preuve on parlait de 200 hommes armés qui descendaient, qui sont une faction CNRD qui s'est détaché des FDLR.

Donc, il y a encore en RDC des groupes armés étrangers (ADF, FDLR, on a aussi un groupe burundais...), on travaille pour justement, dans le cadre de la pacification, dans le cadre de régler les problèmes à l'intérieur de ce pays, mais aussi d'assainir les relations entre les pays voisins pour qu'aucun pays ne soit un havre de paix pour des forces qui veulent déstabiliser le voisin. La stabilité de chaque pays dépend de la stabilité de l'autre. Et nous devons tous travailler [pour que s'il y a des personnes qui ont des revendications dans leur pays, qu'ils le fassent dans leur pays, ils ne viennent pas prendre les armes dans le pays voisin.

Ça, c'est quelque chose sur quoi, nous allons continuer à travailler.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 8

Tuver Wundi/ RTNC (Goma) : Madame, est-ce que vous avez déjà une idée de ce que vous pouvez faire comme plaidoyer pour le prochain mandat de la MONUSCO qui pourrait être renouvelé d'ici le mois de mars

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Sincèrement, je suis très mal placée pour vous dire aujourd'hui, dans les détails, comment. Si je savais, je serais contente, parce que moi-même je ne sais pas. C'est une négociation qui se fait entre 15 Etats membres. Vous pouvez avoir comme on dit des « like-minded » d'un groupe qui est d'accord, il y a déjà des discussions à l'intérieur du Conseil : est-ce qu'on renouvelle le mandat tel qu'il est pour une période jusqu'à ce qu'on voie l'évolution de la situation sur le terrain et on adopte le mandat vers la fin de cette année ? Cette période, c'est trois mois, c'est six mois, c'est neuf mois ? Déjà, il y a cette discussion à l'intérieur du Conseil.

Aussi, sur la question du budget parce qu'en fin de compte, on vous donne des tâches en fonction des ressources qu'on vous donne. Ça aussi, c'est un autre débat qui doit être discuté entre ceux qui ont la part importante dans le financement du « Peacekeeping ».

Franchement, je suis mal placée aujourd'hui pour vous dire quel sera le mandat, est-ce qu'on aura un mandat totalement renouvelé en mars ? Je ne pense pas, je pense qu'on va attendre quelles sont les priorités des nouvelles autorités et se faire une idée sur cela. Mais tout est possible parce que s'il n'y a pas un accord, après, c'est le vote qui tranchera.

Donc, pour le moment je suis mal placée pour le dire, mais je pense qu'il y a des fonctions qui vont rester et les deux essentielles, protection des civils et lutte contre les groupes armés, je pense que ce sont ces deux choses qui continueront à être portées dans le mandat.

Question 9

Jaelle Mulowayi/ Actu 30 : Mme Zerrougui, je reviens sur votre rencontre hier avec le Président de la République, vous avez dit ici que vous avez abordé la question sur le nouveau mandat de la MONUSCO. Est-ce que l'actuel président se range dans la logique de son prédécesseur qui avait sollicité d'ici 2020 le départ de la MONUSCO ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Franchement, c'est à lui de répondre à cette question. Je ne veux pas vous dire ce qu'il m'a dit, ce n'est pas à moi de le dire. J'ai rencontré le Président, nous avons discuté du mandat, il a d'autres choses beaucoup plus importantes qu'il est en train de faire, il prépare son équipe, il prépare ses priorités, il considère, il l'a dit dans son discours, que la MONUSCO est un partenaire avec lequel il veut travailler. C'est clair que la Mission n'est pas là pour la vie, elle est là pour aider ce pays à aller de l'avant, une fois que les choses sont construites, on partira. Et le Gouvernement discutera avec nous, avec le Conseil de sécurité. Même le président Kabila n'a pas dit qu'il faut aller en 2020, il n'a pas dit ça, il a dit il faut envisager [le départ], la Mission doit commencer à réduire et à partir.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Je pense qu'on va travailler avec le Président, avec les autorités qui seront désignées, on va faire une évaluation de la situation et après, toutes les autorités décideront en discussion avec le Conseil de sécurité. Ce n'est pas nous qui décidons, c'est entre le Gouvernement et le Conseil de sécurité. Je l'ai déjà dit aussi bien au Président sortant qu'à toutes les personnes qui posent cette question : une mission de maintien de la paix est déployée dans un pays lorsque le Conseil de sécurité estime que la situation présente une menace contre la paix à la sécurité mondiale, internationale. Si cette définition n'est plus là, les problèmes internes ne sont pas gérés par une mission de maintien de la paix.

Donc, on travaille, c'est pour cela [qu'il y a] l'éradication des groupes armés, l'assainissement des relations entre les pays voisins...tout cela permet que la RDC devienne un Etat normalisé, qui peut avoir des problèmes, des manifestations, l'opposition n'est pas d'accord, c'est des choses qui existent dans tous les pays du monde. C'est la présence des groupes armés, des groupes armés étrangers, des menaces etc., qu'il faut éradiquer. Je pense qu'on va s'entendre sur cela avec les autorités.

Question 10

Benoit Kambere/ Emergence et Echos de la région des Grands Lacs : Mme Zerrougui, avec la MONUSCO, vous vous êtes impliqués dans l'éradication de Ebola a Beni. Beni ville, Beni territoire et la ville de Butembo n'ont pas voté. Ils ont fait une simulation d'élection assez extraordinaire, j'y étais, ils ont même envoyé déposer les résultats à la MONUSCO. Est-ce que vous avez un message à donner à ce peuple de Beni, Butembo sur les élections qui auront lieu ? Parce qu'avec la simulation, il n'y a pas eu une seule contamination et vous avez travaillé pour que Ebola soit éradiqué. Qu'est-ce que vous pouvez dire à cette population ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Merci beaucoup de soulever cette question, j'apprécie énormément. Moi, j'ai toujours dit à chaque fois que j'ai eu l'occasion dans des réunions avec, que ce soient des étrangers, des Congolais, je le répète, je l'ai dit tout à l'heure, le peuple congolais nous a donné une leçon extraordinaire de maturité, de sagesse, de la conscience de l'importance de cet Etat.

Je crois que les gens de Beni, à chaque fois que j'y étais, je sentis une tension incroyable à Beni, une agressivité qui est à la mesure de toute la souffrance que cette population a vécue pendant très longtemps, donc je ne le vivais pas personnellement comme une agression, vous savez, je comprends et je compatis.

J'ai trouvé que le comportement de la population de Beni et Butembo, je l'ai dit : non seulement ils ont fait des élections dans le calme, mais ce qui était intéressant, c'est qu'ils se lavaient les mains, ils se soumettaient à cette procédure de ne pas être contaminés, de ne pas contaminer à l'entrée et à la sortie. C'est pour cela j'espère vraiment qu'ils vont pouvoir organiser leur élection en mars et choisir leurs représentants au niveau provincial et je pense que par ce geste, ils ont aussi contribué à l'élection présidentielle. Et donc, il faudrait vraiment ne pas minimiser chaque geste dans la construction de la démocratie en RDC. Chaque geste compte, chaque étape, chaque concession, chaque sacrifice, chaque personne qui a laissé sa vie, qui a été emprisonnée, qui a eu des difficultés et, comme vous le savez, il

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

y a même eu des policiers qui ont été tués. Je disais à la CENI au début quand je suis arrivée- ils m'ont informée que 27 Congolais sont morts lors des enregistrements- et j'ai dit que j'espère que quand tout cela passera, les Congolais vont leur faire un monument. Les martyrs de la démocratie.

Et donc, tout cela, je l'ai dit pour tout le monde, je vais encore aller à Beni, j'espère vraiment qu'on arrivera non seulement à ce qu'ils aient leurs élections. J'ai posé la question à la CENI, est-ce que vous allez désigner le Gouverneur et le Vice-gouverneur du Nord-Kivu sans eux ? Et il a dit non, et il l'a annoncé publiquement parce qu'on voulait aussi les rassurer que s'ils ratent l'élection présidentielle, ils seront présents aux élections provinciales et ils choisiront avec toute la population du Nord-Kivu leurs représentants au niveau provincial.

Voilà un message : d'abord félicitations, maturité, courage et nous serons avec eux, nous continuerons à travailler, nous avons des signes d'espoir et nous allons essayer de les saisir pour construire la paix dans cette partie de la RDC qui a été meurtrie par des violences inouïes.

Question 11

Alain Alame/Lundi Hebdo (Goma) : Madame, qu'est-ce que vous regrettez de n'avoir pas fait dans l'application de la résolution 2409 pendant ces moments très difficiles en RDC. Juste une évaluation de la Mission ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

Vous savez, je n'ai vraiment pas la prétention qu'on a fait tout ce qu'on nous a demandé de faire dans la résolution. Nous avons une obligation de moyens et non une obligation de résultats.

L'obligation de moyens, cela veut dire qu'on fait ce qu'on peut, là où on a l'espace. Et je peux vous assurer que là où on avait une opportunité pour faire passer le message, pour aider les Congolais à prendre des décisions difficiles parfois douloureuses, pour construire des ponts entre les partenaires de ce processus politique [on l'a fait].

Vous m'avez souvent entendue dire vous n'êtes pas en guerre, vous êtes des partenaires, vous êtes des adversaires mais à la fin, vous allez rentrer chez vous ensemble. Vous n'allez pas les uns éradiquer les autres. Je répète cela à chaque fois que je m'assois avec un homme politique, à chaque fois que je vais à un endroit pour dire nous ne sommes pas dans une guerre où les uns vont finir les autres. Lorsque nous avons fait la présentation au Conseil de sécurité, j'avais [Corneille] Nangaa ici et la CENCO de l'autre côté et j'ai insisté pour qu'ils se serrent la main et je les ai vus après se parler et sortir en disant : « on se voit demain à 10 heures ».

C'est cela que nous avons fait, il y a beaucoup de choses que j'aurais aimé pouvoir faire, que mes équipes auraient aimé faire, qu'elles n'ont pas pu, soit parce qu'on n'était pas présents à temps, soit parce qu'on n'avait pas d'espace, soit parce qu'on n'avait pas de moyens. J'aurais aimé que ce qui s'est passé à Yumbi [ne se soit pas passé sans qu'on soit là-bas], on a cette responsabilité mais on n'était pas présents. J'aurais aimé que les élections se tiennent à Beni, qu'on aurait convaincu tout le monde, qu'on

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

aurait peut-être éradiqué Ebola avant l'arrivée de la date, j'aurais aimé beaucoup de choses, j'aurais aimé voir le processus de paix aller beaucoup plus vite dans l'éradication des groupes armés et dans la réconciliation. Donc, il y a beaucoup de choses que je regrette mais il y a aussi beaucoup de choses qu'on a pu faire. Je crois que j'ai répondu à votre question.

Question 12

Miriam Iragi/ Top Congo FM : Mme Zerrougui, je reviens sur le mandat de la MONUSCO, d'ici un ou deux mois, la MONUSCO aura un nouveau mandat. J'aimerais [savoir] par rapport au mandat en cours, est-ce que sur une échelle de 100 % vous pouvez quantifier le travail de la MONUSCO qui a été fait jusque-là ?

Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en RDC [Leila Zerrougui] :

D'abord, je voudrais dire une chose importante, cette année nous allons fêter ensemble les 20 ans de la MONUSCO, n'est-ce pas ? 20 ans. Je dis bien, nous allons les fêter. Je vous dis pourquoi. Vous savez dans le feu de l'action on est toujours critiques et dans le feu de l'action, les attentes sont énormes par rapport au rôle de la MONUSCO. Les attentes sont énormes et l'espace n'est pas toujours facile parce qu'une mission de maintien de la paix est déployée dans un Etat indépendant, souverain qui est membre de la communauté internationale. Donc, nous ne sommes pas une force d'occupation qui vient, qui donne des ordres et qui dit vous faites ça et ça. Nous essayons de travailler avec un gouvernement souverain sur des questions difficiles.

Mais nous avons aussi un mandat qui affecte les individus, qui nous permet d'interpeller un gouvernement sur les questions qui concernent sa relation avec son peuple. Donc c'est une relation difficile, moi je le dis vous pouvez ne pas être d'accord avec moi, vous pouvez me critiquer si vous voulez, j'accepte. Mais je vous dis comme quelqu'un qui était chez vous entre 2008 et 2012 et qui est revenu 6 ans après, moi, je vois le progrès dans ce pays, le progrès dans la maturité, le progrès dans l'espace d'expression : société civile, journalistes, opposition. Ces espaces ont pu se construire parce qu'il y avait aussi cette présence internationale et ce sont des espaces qui ont permis d'aller plus vite que dans un pays où les gens sont seuls face à un gouvernement qui peut peut-être donner des espaces petit à petit.

Ça, c'est un acquis parce qu'une présence internationale, des gens qui travaillent avec des internationaux, qui les rencontrent, qui voient l'expérience ailleurs, cela aide à avoir une vision beaucoup plus critique mais aussi structurée, constructive par rapport à ce qui se passe dans votre pays.

Je pense que nous avons certainement manqué à beaucoup de choses comme chaque institution, comme chaque organisation. On ne peut pas, à moins de faire de la propagande, dire : « nous sommes parfaits, nous sommes beaux, nous sommes jolis, personne ne nous écoute ». Mais dire simplement que nous avons apporté une contribution qui, de mon point de vue, est la suivante : le jour où nous ne serons plus là, le jour où vous restez entre vous, le jour où vous faites l'évaluation réelle de votre histoire, de cette période, le Congo est uni, le Congo est en train de construire son état moderne, sa démocratie, le Congo va aussi avancer dans la construction de son développement. Regardez, il y a

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

combien de femmes ici, c'est formidable d'avoir aussi le genre qui avance, d'avoir des femmes ici qui sont présentes, à chaque fois que je vais dans n'importe quelle réunion elles sont là, elles sont parties prenantes. Ça aussi, ce sont des avancées qui ont pu se réaliser parce qu'il y a ce partenariat.

On est dans une relation « je t'aime moi non plus », on n'est pas dans une relation comme je dis linéaire, « on s'adore, on s'aime » mais on est dans une relation où chacun peut être critique mais en même temps a pu obtenir. Moi aussi j'apprends avec vous, moi aussi je me structure, je me construis. Les gens qui viennent ici, qui travaillent ici, apprennent aussi. Nos staffs congolais, c'est des staffs qui ont une expertise qui va servir leur pays le jour où la MONUSCO n'est plus là. Parmi vous je suis sûre qu'il y a des gens qui ont travaillé à Radio Okapi, il y a des gens qui ont peut-être été avec nous, donc c'est ça la relation humaine avec ses défauts, avec ses qualités, mais je pense que c'est important quand on va faire cette évaluation dans le cadre de cette année parce que c'est une période et une étape nouvelle et nous devons nous inscrire pour améliorer sans arrêt notre réponse.

Je vais ajouter quelque chose, regardez par exemple, le travail qu'on a fait ensemble, de construire la réponse judiciaire. Nous avons aujourd'hui des tribunaux militaires qui jugent des militaires parfois même des hauts gradés, des colonels, des chefs des groupes armés. Cette capacité n'existait pas. On a travaillé ensemble, on a appuyé la volonté politique qui existait et on a pu donner à la RDC un outil que beaucoup de pays africains n'ont pas encore - d'avoir la redevabilité dans la chaîne de commandement de l'armée et de la police. Hier, décision prise par le nouveau Président, il y a eu une personne qui a été tuée dans une manifestation, le militaire a été arrêté. La justice militaire existe et il [militaire] a tout de suite été traduit en justice. C'est cela aussi construire l'Etat, c'est cela aussi renforcer les capacités. C'est à cela que je pense, les aspects positifs. Les occasions manquées aussi existent et nous essayons de les corriger au fur et à mesure ensemble, lorsqu'on a une relation apaisée. Merci.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Merci Madame la Représentante spéciale, merci à tous pour votre participation et on se retrouve mercredi prochain, à bientôt.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28